

Aperçu financier

La Société poursuit sa transformation et, cette année, de plus en plus de Canadiens se sont tournés vers CBC/Radio-Canada en raison de sa programmation canadienne distinctive de haute qualité.

Mentionnons notamment la couverture des Jeux olympiques de Sydney, la diffusion de sa série *Le Canada : Une histoire populaire / Canada: A People's History*, et l'hommage rendu à Pierre Elliott Trudeau. Cette transformation a nécessité la poursuite de la mise en œuvre du plan à long terme qui doit permettre à la Société de devenir plus efficace et de réaffecter davantage de ressources en programmation. Près de 400 postes permanents ont été supprimés à la suite de la mise en place de nouvelles technologies et de processus révisés.

Résultats de l'exercice

En fonction du financement gouvernemental – la base à partir de laquelle sont mesurés les résultats de CBC/Radio-Canada – l'excédent pour l'exercice est de 2,4 millions de dollars, ou encore de 26,7 millions de dollars si on inclut l'excédent reporté de l'exercice précédent.

Toutefois, les états financiers révèlent que la Société a terminé l'exercice avec des résultats nets de 147,9 millions de dollars, principalement en raison de deux nouveaux facteurs :

- La Société est tenue de suivre les normes de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour la préparation de ses états financiers; c'est pourquoi elle inclut certains postes (comme l'amortissement) qui ne nécessitent ou ne constituent pas un apport du fonds d'exploitation courant. En plus de ces postes, qui étaient inclus dans les états financiers des exercices précédents, le chapitre 3461 du Manuel de l'ICCA exige maintenant que la Société prenne également en compte des éléments d'actif et de passif liés à certains avantages sociaux futurs. Cette nouvelle exigence se traduit, au net, par une réduction supplémentaire des dépenses de 54,8 millions de dollars (note 11a) pour l'exercice courant, ce qui explique en bonne partie la diminution par rapport à l'exercice précédent.
- La Société a constaté un revenu hors exploitation de 68,1 millions de dollars tiré du produit de la vente de sa participation dans des coentreprises qui s'occupaient de l'exploitation de Trio et de Newsworld International aux États-Unis.

La note 4b afférente aux états financiers donne plus de détails sur ces points.

Revenus

L'augmentation des revenus publicitaires était principalement attribuable à la couverture des Jeux olympiques de Sydney, malgré des baisses de revenus résultant de la fragmentation continue du marché, de l'accroissement de la concurrence et de la décision de la Société de réduire davantage la publicité dans la grille de la Télévision anglaise.

Les revenus des services spécialisés ont augmenté à la suite de la croissance du nombre d'abonnés et de la hausse des tarifs de base.

Le montant élevé des revenus divers de l'exercice précédent s'explique par les activités de diffuseur-hôte de CBC/Radio-Canada à l'occasion des Jeux panaméricains de 1999.

Dépenses

Les dépenses d'exploitation ont diminué de 11,9 millions de dollars en 2000-2001. Cependant, cette diminution peut s'expliquer par une série de décisions qui ont eu des répercussions sur les dépenses de la Société.

- En avril 2000, CBC/Radio-Canada a commencé à appliquer les règles concernant les avantages sociaux futurs, énoncées à la section 3461 du Manuel de l'ICCA. Cela a donc modifié les méthodes d'évaluation des avantages sociaux futurs, ce qui a eu pour conséquence qu'un excédent net de 54,8 millions de dollars a été inscrit dans les résultats financiers de la Société.
- La Société a retransmis les Jeux olympiques de Sydney, et cette couverture a été louangée tant par les critiques que par les auditoires. Cette hausse extraordinaire de coûts est incluse dans le coût des services de Télévision et de Radio.
- Comme la Société s'inquiète des effets néfastes que peut avoir sur les employés le fait de travailler de longues périodes sans repos, elle oblige maintenant ses employés à épuiser leurs congés annuels courants et à réduire leur volume de congés accumulés non utilisés. Cette nouvelle politique a réduit d'environ 6,4 millions de dollars la charge d'indemnités de vacances à payer de la Société.

Financement gouvernemental

En 2000-2001, le gouvernement fédéral a accordé des augmentations salariales à ses fonctionnaires et d'autres formes de financement pour des hausses de coûts mineures, et CBC/Radio-Canada a obtenu des fonds supplémentaires conformes à ce qui a été accordé aux autres ministères et organismes gouvernementaux.

Le fonds d'immobilisations, qui totalisait 109 millions de dollars cette année, a servi en partie à financer des projets liés à la conversion numérique de l'équipement et au regroupement des salles de nouvelles de la Télévision française et du Réseau de l'information.

Postes du bilan

L'augmentation de l'encaisse et des placements à court terme est principalement attribuable au produit de la vente de la participation de la Société dans une coentreprise. Cette augmentation est contrebalancée par une diminution des stocks d'émissions à la suite de la diffusion de la série *Le Canada : Une histoire populaire / Canada: A People's History*.

La réduction du passif relié aux employés résulte principalement de l'application du chapitre 3461 du Manuel de l'ICCA, de la réduction des indemnités de vacances à payer ainsi que de la réduction des charges à payer liées à la compression des effectifs découlant de la transformation, car la plupart des employés touchés ont maintenant quitté la Société.



Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

Les états financiers et tous les autres renseignements figurant dans le rapport annuel relèvent de la direction et ils ont été examinés et approuvés par le Conseil d'administration de la Société. Les états financiers, qui comprennent aussi des chiffres fondés sur la meilleure estimation découlant de l'expérience et du jugement de la direction, ont été préparés avec soin, en fonction de l'importance relative des opérations et selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

La direction de la Société tient des livres et des documents comptables, de même que des systèmes de contrôle et d'information à des fins de gestion financière et administrative, qui sont conçus pour la production de renseignements financiers fiables et exacts en temps opportun. Ces contrôles permettent de garantir raisonnablement que les biens sont protégés, que les ressources sont gérées avec économie et efficacité en vue de la réalisation des objectifs de la Société, que les opérations sont effectuées de façon efficace et que les transactions sont conformes à la *Loi sur la radiodiffusion* et aux règlements administratifs de la Société.

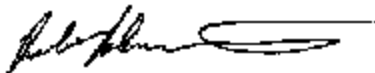
Il incombe au vérificateur interne de la Société d'évaluer les systèmes, les méthodes et les pratiques de la Société. La vérificatrice générale du Canada effectue une vérification indépendante des états financiers de la Société et en fait un compte rendu à la Société Radio-Canada et à la ministre du Patrimoine canadien.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration, qui comprend quatre personnes, dont aucune n'est membre de la direction, revoit les états financiers ainsi que le rapport de la vérificatrice générale y afférant, et fait des recommandations au Conseil d'administration à cet égard. Il supervise les activités de vérification interne et rencontre régulièrement la direction, le vérificateur interne et la vérificatrice générale du Canada pour discuter du processus d'établissement des rapports financiers ainsi que des questions concernant la vérification, la comptabilité et les rapports.

Ottawa, Canada
le 18 juin 2001

Le président-directeur général,

Le chef de la direction financière
par intérim,



Rapport du vérificateur

Au conseil d'administration de la
Société Radio-Canada
et à la ministre du Patrimoine canadien

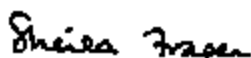
J'ai vérifié le bilan de la Société Radio-Canada au 31 mars 2001 et les états des résultats et du fonds effectif et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur la radiodiffusion, je déclare qu'à mon avis, à l'exception du changement apporté à la méthode de comptabilisation des avantages sociaux futurs expliqué à la note 3 des états financiers, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément à la partie III de la *Loi sur la radiodiffusion* et aux règlements administratifs de la Société.

La vérificatrice générale du Canada



Sheila Fraser, FCA

Ottawa, Canada
le 5 juin 2001



État des résultats et du fonds effectif

pour l'exercice terminé le 31 mars

	2001	2000
	(milliers de dollars)	
REVENUS		
Publicité et ventes d'émissions	349 183	328 705
Services spécialisés (note 6)	107 672	97 046
Divers	65 075	78 817
	521 930	504 568
DÉPENSES		
Coûts des services de télévision et de radio	1 042 605	1 051 707
Services spécialisés (note 6)	100 136	92 839
Transmission, distribution et collecte	58 311	63 301
Radio Canada International	15 774	17 153
Paiements aux stations privées	14 282	13 041
Administration nationale	15 920	15 273
Amortissement des immobilisations	149 294	154 872
	1 396 322	1 408 186
Perte d'exploitation avant financement gouvernemental, revenu hors exploitation et impôts	(874 392)	(903 618)
FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL :		
Crédit parlementaire d'exploitation (note 4)	794 058	764 715
Financement affecté à Radio Canada International (note 5)	15 520	15 520
Amortissement du fonds d'immobilisations reporté (note 9)	147 301	154 449
	956 879	934 684
Résultats d'exploitation avant revenu hors exploitation	82 487	31 066
REVENU HORS EXPLOITATION :		
Gain sur l'aliénation des coentreprises (note 10)	68 145	-
Résultats avant impôts	150 632	31 066
Impôt sur le revenu et des grandes sociétés (note 7)	2 688	2 751
Résultats nets pour l'exercice	147 944	28 315
Solde du compte du fonds effectif, début de l'exercice	(43 284)	(75 599)
Financement du fonds de roulement (note 4)	4 000	4 000
Solde du compte du fonds effectif, fin de l'exercice	108 660	(43 284)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Bilan

au 31 mars

	2001	2000
	(milliers de dollars)	
ACTIF		
À court terme		
Encaisse et placements à court terme (note 17)	174 029	81 499
Débiteurs	116 096	108 927
Stock d'émissions	121 933	146 503
Frais payés d'avance	47 208	43 462
	459 266	380 391
Immobilisations (note 8)	1 022 927	1 068 865
Charges reportées et autres éléments d'actifs	11 841	14 557
	1 494 034	1 463 813
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	148 319	155 634
Passif relié aux employés (note 11)	115 569	123 765
Obligation en vertu du contrat de location-acquisition (note 12)	4 747	4 409
	268 635	283 808
À long terme		
Passif relié aux employés (note 11)	97 774	161 243
Obligation en vertu du contrat de location-acquisition (note 12)	372 138	376 935
Fonds d'immobilisations reporté (note 9)	646 827	685 111
	1 116 739	1 223 289
FONDS EFFECTIF		
Fonds effectif	108 660	(43 284)
	1,494,034	1,463,813

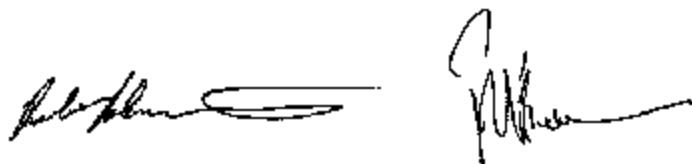
Engagements et éventualités (notes 13 et 14)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil d'administration :

Un administrateur,

Un administrateur,




État des flux de trésorerie

pour l'exercice terminé le 31 mars

	2001	2000
	(milliers de dollars)	
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DE (ENGAGÉS POUR) :		
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultats nets pour l'exercice	147 944	28 315
Gain sur l'aliénation des coentreprises	(68 145)	–
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	66	74
Postes hors caisse :		
Amortissement des immobilisations	149 294	154 872
Amortissement des charges reportées	5 119	7 311
Passif relié aux employés – court terme	(6 352)	9 361
Passif relié aux employés – long terme	(63 469)	(6 186)
Participation dans des coentreprises	(8 504)	–
Amortissement du fonds d'immobilisations reporté	(147 301)	(154 449)
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors caisse et placements à court terme (note 16)	2 363	(34 675)
	11 015	4 623
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Crédits parlementaires (note 4) :		
Fonds d'immobilisations	104 017	110 472
Fonds de roulement	4 000	4 000
Financement gouvernemental pour l'acquisition d'immobilisations pour Radio Canada International	5 000	5 000
Portion de capital des paiements de location-acquisition	(4 459)	(4 049)
Produits de l'aliénation d'immobilisations	2 368	2 166
Produit de l'aliénation des coentreprises	76 649	–
	187 575	117 589
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(103 658)	(119 771)
Charges reportées	(2 402)	5 286
	(106 060)	(114 485)
Augmentation de l'encaisse et des placements à court terme	92 530	7 727
Encaisse et placements à court terme, début de l'exercice	81 499	73 772
Encaisse et placements à court terme, fin de l'exercice	174 029	81 499

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers

pour l'exercice terminé le 31 mars 2001

1. Pouvoirs et objectifs

CBC/Radio-Canada a été constituée en vertu de la Loi canadienne sur la radiodiffusion de 1936, puis maintenue en vertu des lois sur la radiodiffusion de 1958, 1968 et 1991. Elle est mandataire de Sa Majesté, et tout bien qu'elle acquiert devient la propriété de cette dernière.

À titre de radiodiffuseur public national, CBC/Radio-Canada offre, dans les deux langues officielles, des services de Radio, de Télévision et de Nouveaux Médias comportant une programmation principalement et typiquement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, à l'intention des auditoires nationaux et régionaux.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers de la Société sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Voici une description des principales conventions comptables.

a. Crédits parlementaires et fonds d'immobilisations reporté

La Société est financée principalement par le gouvernement du Canada. Les crédits parlementaires servant aux dépenses d'exploitation sont comptabilisés dans l'état des résultats et du fonds effectif. Les crédits parlementaires pour les dépenses au titre des immobilisations amortissables sont comptabilisés comme fonds d'immobilisations reporté au bilan et sont amortis de la même façon et sur les mêmes périodes que les immobilisations connexes. Les crédits parlementaires pour le fonds de roulement et les immobilisations non amortissables sont portés au compte du fonds effectif.

b. Stocks d'émissions

(i) Stocks d'émissions

Les émissions réalisées, en cours de production ou disponibles pour la vente sont inscrites à leur valeur d'acquisition, laquelle comprend le coût du matériel et des services, ainsi que la quote-part de la main-d'œuvre et des frais généraux imputables aux émissions.

Les coûts des émissions sont imputés à l'exploitation lorsque les émissions sont diffusées, vendues ou jugées inutilisables.

(ii) Droits sur les films et les textes

La Société prend des engagements contractuels relativement à des droits sur des films et des textes. Les paiements effectués selon les modalités de chaque contrat sont inscrits dans les comptes à titre d'actif. Les coûts des droits sur les films et les textes sont imputés à l'exploitation suivant la grille de programmation approuvée ou lorsqu'ils sont jugés inutilisables.



c. Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à leur valeur d'acquisition, moins l'amortissement cumulé. Le coût des biens construits par la Société comprend les matériaux, les frais directs de main-d'œuvre et les frais généraux qui s'y rapportent. Les immobilisations relevant de contrats de location-acquisition sont inscrites à la valeur actualisée des versements minimaux de loyer au début du bail. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de taux basés sur la durée de vie utile estimative des biens, comme suit :

• Immeubles	33 ans
• Équipement technique	
Émetteurs et pylônes	20 ans
Autres	5 ans
• Mobilier et matériel de bureau	10 ans
• Ordinateurs	5 ans
• Véhicules	5 ans

Les améliorations locatives sont capitalisées et amorties sur la durée restante du contrat de location (durée maximale de cinq ans). Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société.

d. Charges reportées

Les charges reportées engagées relativement au développement des chaînes spécialisées sont amorties sur la période de la licence d'exploitation. Toutes les autres charges reportées sont amorties selon la durée de l'entente pertinente.

e. Charges et obligations associées aux régimes de retraite

La Société souscrit à des régimes de retraite à prestations déterminées qui offrent diverses rentes de retraite fondées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen en fin de carrière.

La charge au titre de prestations de retraite acquises par les employés est déterminée selon une méthode actuarielle de répartition au prorata des années de service et tient compte des meilleures hypothèses de la direction concernant notamment le rendement attendu à long terme de l'actif des régimes, la croissance des salaires, l'inflation, l'âge de retraite des employés et le taux de mortalité des participants.

La charge de retraite comprend le coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, l'intérêt débiteur sur l'obligation au titre des prestations constituées, le rendement attendu du capital investi sur la valeur actuarielle de l'actif des régimes, l'amortissement de l'actif/passif transitoire et l'amortissement du coût des prestations au titre des services passés. La valeur marchande relative aux actifs du régime est utilisée pour le calcul du rendement attendu des actifs du régime.

L'actif/passif transitoire et les redressements dus à des modifications aux régimes sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe d'employés (13,5 ans).

L'écart entre la charge de retraite accumulée et les cotisations patronales aux régimes constitue au bilan un passif relié aux employés.

f. Avantages sociaux futurs autres que les régimes de retraite

La Société fournit à ses employés d'autres avantages sociaux futurs tels que les indemnités de cessation d'emploi, les indemnités de vacances, le maintien des avantages sociaux en cas d'invalidité de longue durée, les primes d'assurance-vie après la retraite et l'indemnisation des accidents du travail.

Le coût de ces avantages sociaux, autres que les indemnités de vacances, est calculé selon une méthode actuarielle au prorata des années de service et tient compte des meilleures hypothèses de la direction concernant notamment la croissance des salaires, l'inflation, l'âge de la retraite des employés, le taux de mortalité des participants et les coûts prévus des soins de santé.

L'obligation transitoire reliée aux indemnités de cessation d'emploi est amortie sur la moyenne des années de service restantes prévues des employés (13,5 ans). L'obligation transitoire reliée aux primes d'assurance-vie après la retraite, au maintien des avantages sociaux en cas d'invalidité de longue durée et à l'indemnisation des accidents du travail est amortie sur le nombre applicable d'années de service restantes des participants aux régimes, soit respectivement 15,7 ans, 7,6 ans et 9,0 ans.

Les indemnités de vacances sont évaluées selon les échelles salariales en vigueur à la fin de l'exercice pour toutes les indemnités de vacances inutilisées qui s'accumulent au crédit des employés.

Puisque le passif de ces indemnités sera financé principalement par des crédits alloués par le gouvernement du Canada dans le futur, il n'exerce aucun effet sur les résultats d'exploitation nets de la Société pour l'exercice, établis en fonction du financement gouvernemental.

g. Impôts sur le revenu

La Société utilise la méthode du report d'impôts pour inscrire l'impôt sur le revenu. Les écarts cumulés entre les impôts ainsi calculés et les impôts exigibles à court terme proviennent essentiellement des écarts temporaires et représentent des impôts sur le revenu reportés. La Société a aussi des avantages non inscrits au titre d'impôts reportés qui seront enregistrés lorsqu'ils seront réalisés.

h. Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui influent sur le montant déclaré de l'actif et du passif à la date des états financiers et sur les revenus et les dépenses déclarés pendant l'exercice visé. Le passif relié aux employés, la durée de vie utile estimative des immobilisations et le passif éventuel sont les éléments les plus importants qui font l'objet d'estimations. Les chiffres réels pourraient différer de ces estimations.



3. Modification de convention comptable

Depuis le 1^{er} avril 2000, la Société a adopté les nouvelles normes de l'Institut canadien des comptables agréés pour les avantages sociaux futurs. Cette modification de convention comptable est appliquée de façon prospective. Les modifications importantes de la comptabilisation des régimes de retraite et des indemnités de cessation d'emploi sont les suivantes :

- L'enregistrement d'un actif/passif transitoire pour les régimes de retraite, qui est l'écart entre l'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur de l'actif du régime au 1^{er} avril 2000;
- L'enregistrement d'un passif transitoire relatif aux indemnités de cessation d'emploi, qui est l'écart entre l'obligation au titre des indemnités constituées à la date d'adoption des normes et la somme inscrite préalablement au bilan; et
- Le calcul de l'obligation au titre des prestations ou indemnités constituées en utilisant le taux du marché actuel et non l'estimation par la direction du taux d'actualisation à long terme.

De plus, les avantages sociaux après cessation d'emploi et après la retraite (autres que les prestations de retraite) sont enregistrés selon une évaluation actuarielle des éléments de passif et des dépenses connexes.

L'adoption des nouvelles normes se traduit par un revenu de 72,4 millions de dollars au titre des régimes de retraite et une dépense de 17,6 millions de dollars pour les autres avantages sociaux futurs, ce qui donne une diminution nette des dépenses de 54,8 millions de dollars.

4. Crédits parlementaires

Voici une ventilation des crédits parlementaires approuvés et des sommes reçues par la Société pendant l'exercice.

a. Crédits parlementaires approuvés et reçus

	2001	2000
	(milliers de dollars)	
Fonds d'exploitation		
Financement annuel	807 356	756 409
Virement du (au) fonds d'immobilisations – budget supplémentaire des dépenses A ¹	(13 298)	8 306
	794 058	764 715
Fonds d'immobilisations		
Financement annuel	113 719	143 472
Virement du (au) fonds d'exploitation – budget supplémentaire des dépenses A ¹	13 298	(8 306)
Somme gelée à reporter à l'exercice 2001-2002	(23 000)	(24 694)
	104 017	110 472
Fonds d'immobilisations reçu du gouvernement pour Radio Canada International	5 000	5 000
	109 017	115 472
Fonds de roulement	4 000	4 000

¹ Lorsque se produisent des changements importants dans les besoins de l'exercice courant, des sommes sont virées d'un crédit à l'autre ou reportées d'un exercice au suivant au moyen des lois de crédits déposées à la Chambre des communes.

b. Rapprochement des résultats d'opération nets en fonction du financement gouvernemental

La Société reçoit une partie importante de son financement sous forme de crédits parlementaires, lesquels sont fondés essentiellement sur ses besoins de trésorerie. Des dépenses comptabilisées dans l'état des résultats et du fonds effectif d'un exercice donné peuvent être financées au moyen de crédits parlementaires au cours d'autres exercices. C'est pourquoi les résultats d'opération nets de la Société pour l'exercice en fonction du financement gouvernemental diffèrent de ceux établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les écarts sont décrits ci-dessous.

	2001	2000
	(milliers de dollars)	
Résultats nets de l'exercice	147 944	28 315
Éléments ne contribuant pas au fonds d'exploitation :		
Amortissement du fonds d'immobilisations reporté	147 301	154 449
Éléments de revenus liés à des immobilisations	(66)	(74)
Autres	213	–
	147 448	154 375
Éléments ne nécessitant pas d'apport du fonds d'exploitation :		
Amortissement des immobilisations	149 294	154 872
Régimes de retraite de CBC/Radio-Canada et autres avantages sociaux futurs	(54 690)	(15 270)
Indemnités de vacances	(6 352)	8 939
Coûts du stock d'émissions	(1 546)	(7 932)
Autres	(4 333)	(5 892)
	82 373	134 717
Résultats d'opération nets en fonction du financement gouvernemental (incluant l'effet de la vente de l'investissement en coentreprises)	82 869	8 657
Moins : Produit et intérêts provenant de la vente de l'investissement en coentreprises	(80 465)	–
Résultats d'opération nets en fonction du financement gouvernemental (excluant l'effet de la vente de l'investissement en coentreprise)	2 404	8 657
Excédent du financement gouvernemental, début de l'exercice	24 258	15 601
Excédent du financement gouvernemental, fin de l'exercice	26 662	24 258



c. Résultats nets pour les immobilisations

L'acquisition d'immobilisations est financée par des crédits parlementaires. Certains éléments considérés comme des ajouts aux immobilisations d'un exercice peuvent être financés par des crédits parlementaires au cours d'exercices différents. Ces écarts sont décrits ci-dessous :

	2001	2000
	(milliers de dollars)	
Crédits parlementaires et virements	104 017	110 472
Financement en capital pour Radio Canada International	5 000	5 000
Financement en capital (note 4)	109 017	115 472
Produit de la cession d'immobilisations	2 368	2 166
Total du financement des immobilisations pour l'exercice	111 385	117 638
Acquisition d'immobilisations	(103 658)	(119 771)
Portion du capital des paiements de location-acquisition	(3 082)	–
Excédent (déficit) du financement des immobilisations pour l'exercice	4 645	(2 133)
Variation de la quote-part proportionnelle des actifs des coentreprises	(166)	321
Résultats nets pour les immobilisations pour l'exercice, en fonction du financement gouvernemental	4 479	(1 812)
Excédent du financement gouvernemental, début de l'exercice	2 914	4 726
Excédent du financement gouvernemental, fin de l'exercice	7 393	2 914

5. Financement de Radio Canada International

Radio Canada International reçoit ses fonds selon les conditions d'une entente de contribution avec le gouvernement du Canada.

	2001	2000
	(milliers de dollars)	
Fonds d'exploitation	15 520	15 520
Fonds d'immobilisations	5 000	5 000
	20 520	20 520

6. Services spécialisés

La Société exploite CBC Newsworld, le Réseau de l'information (RDI) et Galaxie en vertu de conditions de licence qui exigent que la Société rende compte des revenus et des dépenses différentielles de ces entreprises. CBC Newsworld et le Réseau de l'information (RDI) utilisent les excédents reportés des exercices antérieurs pour financer les activités de l'exercice courant. Au 31 mars 2001, l'excédent d'exploitation cumulé net reporté pour financer des activités d'exercices à venir totalisait 10,2 millions de dollars pour CBC Newsworld (5,2 millions en 2000) et 59 000 dollars pour RDI (24 000 dollars en 2000).

	2001			2000		
	Revenus	Dépenses	Net	Revenus	Dépenses	Net
	(milliers de dollars)					
CBC Newsworld	61 945	56 949	4 996	58 827	54 511	4 316
Réseau de l'information (RDI)	38 159	38 124	35	35 020	35 129	(109)
Galaxie	7 568	5 063	2 505	3 199	3 199	–
	107 672	100 136	7 536	97 046	92 839	4 207

7. Impôt sur le revenu et impôt des grandes sociétés

En tant que société d'État visée par la partie LXXI du Règlement de l'impôt sur le revenu, la Société est assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), mais pas aux impôts provinciaux sur le revenu pour ses propres activités. La charge fiscale nette de la Société pour 2001 est exclusivement le fait de l'impôt des grandes sociétés. Le taux d'imposition normal est le taux d'imposition net prévu par la loi fédérale (surtaxe comprise) de 39,27 % (2000 – 39,52 %). Le taux d'imposition réel de 2001 et de 2000 est nul, si on exclut l'impôt des grandes sociétés, en raison de l'utilisation de pertes et d'écarts temporaires non inscrits auparavant.

La Société a un report de perte sur les exercices ultérieurs de 9,8 millions de dollars (30,5 millions en 2000) à des fins fiscales, dont le bénéfice n'est pas inscrit aux présents états financiers et qui vient à échéance en 2007. La Société a également des écarts temporaires nets de 35,3 millions de dollars (50,4 millions en 2000) provenant d'éléments reportés à des fins fiscales à diverses périodes autres qu'à des fins comptables, dont le bénéfice n'est pas inscrit aux présents états financiers. Ces écarts temporaires proviennent généralement de la charge de retraite et des indemnités de départ à payer ainsi que de la déduction pour amortissement sur le contrat de location-acquisition pour lequel le financement est réparti sur plusieurs exercices. Règle générale, la Société ne réclame pas de déduction pour amortissement sur les autres immobilisations, parce que les acquisitions sont financées en majeure partie par le gouvernement du Canada (voir la note 4).

8. Immobilisations

			2001	2000
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	
	(milliers de dollars)			
Terrains	34 772	–	34 772	34 772
Immeubles	409 144	224 834	184 310	169 761
Équipement technique	1 180 133	883 255	296 878	332 463
Mobilier, matériel de bureau et ordinateurs	114 536	73 738	40 798	46 566
Véhicules	39 072	26 956	12 116	13 109
Améliorations locatives	6 514	4 208	2 306	2 202
Bien en location-acquisition	512 178	122 554	389 624	405 004
Projets d'immobilisations en cours	62 123	–	62 123	64 988
	2 358 472	1 335 545	1 022 927	1 068 865

L'amortissement de l'exercice pour le bien en location-acquisition est de 15,4 millions de dollars (15,1 millions en 2000). Cette charge est incluse dans l'amortissement des immobilisations à l'état des résultats et du fonds effectif.

9. Fonds d'immobilisations reporté

	2001	2000
	(milliers de dollars)	
Solde, début de l'exercice	685 111	724 088
Crédit parlementaire pour dépenses en immobilisations (note 4)	109 017	115 472
Amortissement du fonds d'immobilisations reporté	(147 301)	(154 449)
Solde, fin de l'exercice	646 827	685 111

10. Vente des coentreprises

Au cours du premier trimestre de l'exercice, la Société et son coinvestisseur ont finalisé la vente des coentreprises pour une somme de 153 millions de dollars. La Société détenait une participation de 50 % dans ces coentreprises et elle a reçu sa part du produit de la vente.

11. Passif relié aux employés

Le passif relié aux employés s'établit comme suit :

	2001	2000	2001	2000
	Court terme		Long terme	
	(milliers de dollars)			
Régimes de retraite – note a)	–	–	10 742	83 964
Avantages sociaux futurs autres que les régimes de retraite – note a)	–	–	86 727	68 195
Indemnités de vacances	41 967	48 319	–	–
Compression des effectifs – note b)	12 701	27 934	–	9 084
Autres ¹	60 901	47 512	305	–
	115 569	123 765	97 774	161 243

¹ Incluant le passif relié aux salaires.

a. Régimes de retraite de CBC/Radio-Canada et autres avantages sociaux futurs

La Société souscrit à un régime de retraite à prestations déterminées, le Régime de retraite de CBC/Radio-Canada, pour la presque totalité des membres de son personnel. Les prestations de retraite sont fonction de la durée des services validables et de la moyenne du salaire admissible des cinq meilleures années consécutives au cours des dix dernières années de service. Les employés sont tenus de verser une cotisation équivalant à un pourcentage de leur salaire admissible, la Société fournissant le reste du financement, au besoin, en fonction des évaluations actuarielles qui sont faites au moins tous les trois ans. La Société souscrit aussi à des régimes de retraite à prestations déterminées non cotisables sans capitalisation.

Hypothèses – taux annuels :	
Taux de rendement prévu à long terme de l'actif des régimes	6,75 %
Taux d'actualisation, début de l'exercice	6,50 %
Taux d'actualisation, fin de l'exercice	6,00 %
Taux de croissance de la rémunération, y compris les primes au mérite et les promotions	4,00 %
Soins de santé – tendance	8,50 % pour 5 ans; 4,50 % pour les années ultérieures
Montants annuels :	
(milliers de dollars)	
Cotisations des employés	21 439
Prestations versées au cours de l'exercice – régimes de retraite	173 730
Prestations versées au cours de l'exercice – autres avantages sociaux futurs	13 300

a. Régimes de retraite de CBC/Radio-Canada et autres avantages sociaux futurs (suite)

	Régimes de retraite de CBC/ Radio-Canada	Autres avantages sociaux futurs	Total
	(milliers de dollars)		
Juste valeur de l'actif des régimes, fin de l'exercice	3 683 301	–	3 683 301
Obligation – prestations/indemnités constituées, fin de l'exercice	3 226 583	133 096	3 359 679
Excédent (déficit) au 31 mars 2001	456 718	(133 096)	323 622
Passif – prestations/indemnités constituées, début de l'exercice	83 964	82 451	166 415
Dépenses (revenus) au titre des avantages sociaux futurs :			
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice	47 816	5 817	53 633
Intérêts débiteurs sur l'obligation au titre des prestations constituées	187 924	8 141	196 065
Rendement attendu sur la valeur actuarielle de l'actif	(224 801)	–	(224 801)
Amortissement du coût des prestations au titre des services passés	9 597	–	9 597
Amortissement du passif (de l'actif) transitoire	(92 996)	3 618	(89 378)
Dépenses (revenus) au titre des avantages sociaux futurs de l'exercice	(72 460)	17 576	(54 884)
Contributions de la Société aux régimes de retraite	–	–	–
Prestations des régimes sans capitalisation	(762)	(13 300)	(14 062)
Passif – prestations/indemnités constituées, fin de l'exercice	10 742	86 727	97 469

L'obligation au titre des prestations constituées pour le Régime de retraite de CBC/Radio-Canada et les régimes de retraite sans capitalisation est respectivement de 3 195,7 millions de dollars et de 30,9 millions de dollars au 31 mars 2001.

L'amortissement du coût des prestations au titre des services passés est le résultat d'une modification au Régime de retraite de CBC/Radio-Canada, qui a occasionné un remboursement aux participants d'une part de leur contribution. Au 31 mars 2001, le coût non amorti des prestations au titre des services passés s'établit à 120 millions de dollars.

L'actif transitoire non amorti au 31 mars 2001 est de 1 163,2 millions de dollars pour le Régime de retraite de CBC/Radio-Canada et de 40 millions de dollars pour les autres avantages sociaux futurs.

b. Compression des effectifs

L'exercice terminé le 31 mars 2001 a été la première année de mise en œuvre du plan de compression des effectifs de la Société. Les résultats obtenus à ce jour sont conformes au plan élaboré.



12. Obligation en vertu du contrat de location-acquisition

Le contrat de location-acquisition vise les locaux occupés par la Société à Toronto. Les versements minimaux de loyer à venir et l'obligation connexe s'établissent comme suit :

	(milliers de dollars)
2002	33 039
2003	33 039
2004	33 039
2005	33 039
2006	33 039
2007 à 2027	710 334
Total des versements minimaux à venir	875 529
Déduire : les intérêts implicites (7,53 %) et les frais accessoires	498 644
Obligation de location-acquisition	376 885
Moins : Tranche à court terme	4 747
Tranche à long terme	372 138

La Société est propriétaire du terrain sur lequel est situé le Centre canadien de radiodiffusion à Toronto. La dépense d'intérêt relatif au contrat de location-acquisition du Centre est de 28,8 millions de dollars et est inclus dans les dépenses de l'exercice. Au terme du bail, la Société sera propriétaire de l'immeuble.

13. Engagements

a. Reliés aux émissions et autres

Au 31 mars 2001, le total des engagements s'établissait à 344 millions de dollars, ce qui comprenait 287,8 millions pour les droits sur les émissions sportives, 44,1 millions pour les achats d'émissions, les droits sur films et les coproductions, et 12,1 millions pour les immobilisations.

b. Contrats de location-exploitation

Les versements annuels à venir relativement aux contrats de location-exploitation se présentent comme suit :

	(milliers de dollars)
2002	56 163
2003	31 277
2004	18 253
2005	17 736
2006 à 2028	156 984
Total des versements à venir	280 413

14. Éventualités

Diverses revendications ont été formulées ou des poursuites ont été intentées contre la Société, dont certaines demandent des dédommagements pécuniaires importants ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Les litiges sont sujets à bien des incertitudes, et le résultat de chaque affaire n'est pas prévisible. Une provision pour ces dépenses a été établie d'après les meilleures estimations faites par la direction. Il est raisonnable de penser que la Société aura à régler certaines de ces demandes pour des montants dépassant les provisions établies à court terme. Ces charges seront imputées à l'exploitation au fur et à mesure qu'elles seront engagées.

15. Opérations entre entités apparentées

La Société est apparentée, en propriété commune, à d'autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement canadien et, dans le cadre de l'exploitation courante, elle conclut des opérations avec ces entités, conformément à l'usage commercial habituel à toutes les personnes et entreprises. Les opérations conclues avec le gouvernement du Canada sont décrites à la note 4.

16. Variation nette des soldes du fonds de roulement hors caisse

	2001	2000
	(milliers de dollars)	
Provenance (utilisation) des liquidités :		
Débiteurs	(7 169)	8 805
Stock d'émissions*	22 437	14 466
Frais payés d'avance	(3 746)	(20 797)
Créditeurs et charges à payer	(7 315)	(56 662)
Passif relié aux employés	(1 844)	19 513
	2 363	(34 675)

*Excluant l'amortissement des immobilisations, totalisant 2 millions de dollars (9 millions en 2000).

17. Instruments financiers

Les placements à court terme, les débiteurs, les créditeurs et charges à payer ainsi que l'obligation en vertu du contrat de location-acquisition sont évalués au prix coûtant, ce qui correspond à la juste valeur. La Société effectue des placements sur le marché monétaire à court terme. Elle n'acquiert que des titres garantis en totalité par le gouvernement du Canada (échéance maximale de 91 jours). Le portefeuille de placements de la Société a dégagé un rendement global de 5,44 % pour l'exercice terminé le 31 mars 2001 (5,13 % en 2000).

18. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés de façon à être conformes à la présentation du présent exercice.



Revue financière – cinq ans

Sommaire – provenance et utilisation des fonds*

pour l'exercice terminé le 31 mars

	2000-2001	1999-2000	1998-1999	1997-1998	1996-1997
		(millions de dollars)			
Provenance des fonds					
Crédits parlementaires d'exploitation	794,0	764,7	759,5	759,7	896,4
Revenus auto-générés					
Publicité et ventes d'émissions	349,2	328,7	329,7	383,3	364,8
Divers	5,1	78,8	63,9	54,6	53,7
Total – revenus auto-générés	414,3	407,5	393,6	437,9	418,6
Total – provenance des fonds	1 208,3	1 172,2	1 153,1	1 197,6	1 315,0
Utilisation des fonds					
Services de télévision et de radio	1 042,6	1 051,7	1 072,1	1 083,3	1 109,7
Transmission, distribution et collecte	58,3	63,3	62,2	64,1	65,6
Paiements aux stations privées	14,3	13,0	12,5	12,3	16,0
Administration nationale	15,9	15,3	16,2	15,1	15,7
Impôt sur le revenu et des grandes sociétés	2,7	2,8	2,7	2,7	3,0
Total – utilisation des fonds	1 133,8	1 146,1	1 165,8	1 177,5	1 210,0

* Excluant les services spécialisés, l'amortissement des immobilisations, l'amortissement du fonds d'immobilisations reporté et le revenu hors exploitation.